

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/453 DE LA COMMISSION****du 15 mars 2021****définissant des normes techniques d'exécution pour l'application du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences de déclaration spécifiques pour risque de marché****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 <sup>(1)</sup>, et notamment son article 430 *ter*, paragraphe 6,

considérant ce qui suit:

- (1) En 2019, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié les «Exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché» révisées, qui visaient à remédier aux lacunes du traitement prudentiel des activités des banques relevant du portefeuille de négociation et instaurent, entre autres, l'exigence d'une approche standard sensible au risque pour le risque de marché, qui soit conçue et calibrée pour pouvoir se substituer de façon crédible à l'approche fondée sur les modèles internes.
- (2) Le règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil <sup>(2)</sup> a modifié le règlement (UE) n° 575/2013 afin d'introduire dans le cadre prudentiel de l'Union l'obligation pour les établissements de déclarer les informations sur les exigences de fonds propres selon cette approche standard alternative sensible au risque.
- (3) Il convient d'établir des exigences uniformes de déclaration relative aux fonds propres selon l'approche standard alternative en ce qui concerne la déclaration aux autorités compétentes conformément à l'article 430 *ter* du règlement (UE) n° 575/2013 et conformément à l'acte délégué visé à l'article 461 *bis* dudit règlement.
- (4) Conformément à l'article 430 *ter*, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 575/2013, les exigences de déclaration spécifiques pour risque de marché énoncées dans ledit article devraient s'appliquer à partir de la date d'application de l'acte délégué visé à l'article 461 *bis* dudit règlement. Il convient donc d'aligner la date d'application du présent règlement sur celle de la date d'application dudit acte délégué.
- (5) Le présent règlement se fonde sur les projets de normes techniques d'exécution soumis à la Commission par l'Autorité bancaire européenne (ABE).
- (6) L'ABE a procédé à des consultations publiques ouvertes sur le projet de normes techniques d'exécution sur lequel se fonde le présent règlement, elle a analysé les coûts et avantages potentiels qu'il implique et sollicité les conseils du groupe des parties intéressées au secteur bancaire institué en application de l'article 37 du règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil <sup>(3)</sup>,

<sup>(1)</sup> JO L 176 du 27.6.2013, p. 1.

<sup>(2)</sup> Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et le règlement (UE) n° 648/2012 (JO L 150 du 7.6.2019, p. 1).

<sup>(3)</sup> Règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/78/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 12).

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

**Dates de référence et dates de déclaration**

1. Les établissements déclarent aux autorités compétentes les informations visées à l'article 430 *ter*, à l'article 94, paragraphe 1, et à l'article 325 *bis*, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 575/2013 sur une base trimestrielle, telles qu'arrêtées le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre.
2. Les établissements déclarent les informations visées au paragraphe 1 avant la clôture des jours suivants: 12 mai, 11 août, 11 novembre et 11 février.
3. Lorsque le jour visé au paragraphe 2 n'est pas un jour ouvrable dans l'État membre de l'autorité compétente à laquelle les informations doivent être déclarées, ou tombe un samedi ou un dimanche, les informations sont transmises avant la clôture du jour ouvrable suivant.
4. Les établissements fournissent dans les meilleurs délais aux autorités compétentes toute correction apportée aux informations déclarées.

*Article 2*

**Déclaration relative aux seuils fixés à l'article 94, paragraphe 1, et à l'article 325 *bis*, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 575/2013**

Les établissements déclarent les informations sur le volume de leurs activités au bilan et hors bilan qui sont exposées au risque de marché, et sur la taille de leur portefeuille de négociation, sur base individuelle ou sur base consolidée, selon le cas, en utilisant le modèle 90 de l'annexe I et conformément aux instructions de l'annexe II, partie II, section 1, du présent règlement.

*Article 3*

**Déclaration sur l'approche standard alternative**

Les établissements déclarent les résultats des calculs effectués conformément à l'approche standard alternative visés à l'article 430 *ter*, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 575/2013, sur base individuelle ou sur base consolidée, selon le cas, en utilisant le modèle 91 de l'annexe I du présent règlement et conformément aux instructions de l'annexe II, partie II, section 2, du présent règlement.

*Article 4*

**Formats d'échange de données et informations associées aux transmissions**

1. Les établissements déclarent les informations visées aux articles 2 et 3 du présent règlement selon les présentations et formats d'échange de données définis par leur autorité compétente et respectent la définition des points de données du modèle de points de données et les formules de validation définies à l'annexe III.
2. Les informations non requises ou sans objet ne sont pas incluses dans les données transmises.
3. Les valeurs numériques sont présentées comme suit:
  - a) les points de données ayant comme type de données «Monétaire» sont exprimés avec une précision minimale fixée au millier d'unités;
  - b) les points de données ayant comme type de données «Pourcentage» sont exprimés avec une précision minimale de quatre décimales;
  - c) les points de données ayant comme type de données «Nombre entier» sont exprimés sans décimale, avec une précision fixée à l'unité.

4. Les établissements sont identifiés uniquement par leur identifiant d'entité juridique (LEI). Les entités juridiques et les contreparties autres que des établissements sont identifiées par leur LEI s'il est disponible.
5. Les informations déclarées par les établissements sont associées aux éléments suivants:
  - a) date de référence et période de référence de la déclaration;
  - b) monnaie de la déclaration;
  - c) norme comptable;
  - d) identifiant d'entité juridique (LEI) de l'établissement déclarant;
  - e) périmètre de consolidation.

#### *Article 5*

#### **Entrée en vigueur et date d'application**

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 5 octobre 2021.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 15 mars 2021.

*Par la Commission*  
*La présidente*  
Ursula VON DER LEYEN

---